Pour diffusion immédiate : 10/01/2023 **GOUVERNEURE KATHY HOCHUL**

LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE DES INITIATIVES ET DES INVESTISSEMENTS MAJEURS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE AFIN DE RÉDUIRE LA VIOLENCE PAR ARMES À FEU ET LES CRIMES VIOLENTS

Développe les unités de stabilisation communautaire de la police de l'État de New York, renforce la participation des policiers aux groupes de travail fédéraux et accroît les rangs de la division en offrant quatre classes d'académie sans précédent pour les nouvelles recrues

Double le financement de l'État pour l'initiative GIVE (Gun Involved Violence Elimination, GIVE), reconnue au niveau national, et triple l'aide aux 62 bureaux du procureur de l'État

Fait un investissement record dans les alternatives à l'incarcération et les programmes de réinsertion qui réduisent la récidive et propose de clarifier les lois sur la libération sous caution pour mieux protéger les New-Yorkais

Renforce la réponse de l'État pour lutter contre le trafic de fentanyl dans les communautés

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui, dans le cadre du discours sur l'état de l'État pour 2023, des initiatives et des investissements majeurs en matière de sécurité publique, élargissant des programmes et des services qui ont fait leurs preuves pour faire baisser la violence armée et d'autres crimes violents, réduire la récidive, s'attaquer au trafic de fentanyl mortel et améliorer l'efficacité du système judiciaire, qui a été perturbé par la pandémie. La gouverneure propose un plan global visant à accroître le nombre d'unités de stabilisation communautaire de la police de l'État de New York, à renforcer la participation des soldats aux groupes de travail fédéraux et à augmenter les effectifs de la police de l'État en offrant quatre classes d'académie, ce qui est sans précédent. La gouverneure Hochul propose également de doubler le financement de l'initiative d'élimination de la violence liée aux armes à feu (Gun Involved Violence Elimination initiative), reconnue à l'échelle nationale, de faire plus que tripler les subventions d'aide aux procédures judiciaires accordées aux 62 bureaux des procureurs de district de l'État, et d'investir des fonds records dans les alternatives à l'incarcération et les programmes de réinsertion afin de réduire la récidive, d'accroître les possibilités pour les personnes qui rentrent chez elles après avoir purgé des peines

de prison, d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers et de rendre les communautés plus sûres.

La gouverneure Hochul a déclaré : « La sécurité publique est ma priorité absolue. Je m'engage à utiliser tous les outils à ma disposition pour protéger les habitants de cet État, réprimer la violence armée et les crimes violents, et investir dans des solutions efficaces qui assurent la sécurité des New-Yorkais ».

Le lieutenant-gouverneur Delgado a déclaré : « À New York, nous nous sommes engagés à faire baisser la criminalité, à construire des quartiers plus sûrs et à briser le cycle de la récidive. Ces investissements directs dans nos communautés permettront aux New-Yorkais de rester en sécurité et à notre État d'aller de l'avant ».

Le nouvel investissement de la gouverneure permettra à la police de l'État de New York, à la Division des services de justice pénale (Division of Criminal Justice Services) et au Département des services correctionnels et de la supervision communautaire (Corrections and Community Supervision) d'accroître le financement, les programmes et les services qui ont prouvé leur efficacité. La gouverneure Hochul travaillera également avec le pouvoir législatif pour clarifier les lois sur la libération sous caution de l'État afin de rétablir la confiance en notre système de justice pénale.

Le superintendant par intérim de la police d'État, Steven A. Nigrelli, a déclaré : « Nous nous concentrons sur la collaboration avec nos partenaires chargés de l'application de la loi pour tirer parti du succès que nous avons obtenu en retirant les armes à feu illégales de nos communautés et en réduisant la violence armée dans tout l'État. La proposition de la gouverneure Hochul garantit que nous disposerons des ressources supplémentaires nécessaires pour accomplir pleinement cette mission. Nous apprécions le leadership de la gouverneure et son soutien permanent envers la police d'État ».

La Commissaire de la Division des services de justice pénale, Rossana Rosado, a déclaré : « La gouverneure Hochul a proposé une stratégie globale pour assurer la sécurité des New-Yorkais et garantir un système judiciaire pour tous. En élargissant et en améliorant les programmes qui se sont avérés efficaces pour prévenir la violence armée, réduire la récidive et répondre aux besoins des communautés, la gouverneure continue de créer un État plus sûr. Je remercie la gouverneure Hochul pour son leadership inébranlable et pour son soutien aux stratégies de sécurité publique qui fonctionnent, notamment notre initiative GIVE, le réseau des centres d'analyse criminelle, les alternatives à l'incarcération et à la détention, et le financement essentiel des récentes réformes de la justice, notamment les procédures de divulgation et les procédures précédant le procès ».

Le Commissaire par intérim du Département des services correctionnels et de la supervision communautaire, Anthony J. Annucci, a déclaré : « Le Département est fier du travail entrepris par nos agents de libération conditionnelle, nos enquêteurs et nos autres partenaires chargés de l'application de la loi qui participent à l'initiative GIVE,

laquelle a permis la saisie d'un nombre important d'armes à feu illégales, protégeant ainsi des concitoyens de New York. Je félicite la gouverneure pour son approche équilibrée sur plusieurs fronts en matière de sécurité publique, avec un financement accru pour GIVE, fournissant des ressources pour soutenir les alternatives à l'incarcération, tout en élargissant l'utilisation par le Département de la surveillance électronique et de la supervision intensive renforcée grâce aun programme de supervision contre la violence (Supervision Against Violent Engagement, SAVE) ».

Police de l'État de New York (New York State Police, NYSP)

Les unités de stabilisation communautaires ont joué un rôle déterminant dans l'approche multidimensionnelle de la police d'État visant à interdire les armes à feu illégales et à fournir aux services de police locaux en sous-effectif les ressources nécessaires pour faire face de manière proactive à l'augmentation de la criminalité et aux nouveaux problèmes. Les policiers, y compris les équipes cynophiles, et les enquêteurs affectés à ces unités utilisent diverses tactiques, telles que des équipes ciblées, des patrouilles spécialisées, la collaboration avec les propriétaires d'entreprises et les membres de la communauté, pour lutter contre la violence et améliorer la qualité de vie dans les quartiers. Les unités contribuent également à dissuader les activités criminelles en aidant les communautés locales à accroître la présence physique de la police et en interagissant avec le public pour comprendre ses préoccupations. La proposition de la gouverneure Hochul augmentera le nombre de ces unités de 16 à 25.

La police d'État renforcera sa présence au sein des groupes de travail fédéraux, consolidant ainsi son engagement à collaborer avec ses partenaires pour éliminer les armes illégales des rues et réduire les crimes violents. La participation à ces groupes de travail permet également un meilleur accès aux informations et aux renseignements, et les groupes de travail fédéraux disposent de l'autorité et des ressources nécessaires pour combler le fossé de manière plus transparente au-delà des frontières des États, des comtés et des localités. En outre, la gouverneure travaillera avec les procureurs et la police pour faire en sorte que l'ADN de toutes les armes à feu utilisées pour commettre des crimes dans l'État de New York puisse être envoyé à la banque de données génétiques de l'État et analysé plus rapidement afin de tirer davantage parti du pouvoir de la science pour résoudre les crimes.

Enfin, la gouverneure proposera un financement supplémentaire pour un nombre sans précédent de quatre classes de l'académie de la police d'État afin d'accélérer la reconstitution de la force, qui est nettement inférieure à son effectif complet. Cela permettra à la Division de consacrer davantage de policiers aux efforts axés sur la lutte contre les crimes graves.

Division des services de justice pénale de l'État de New York (Division of Criminal Justice Services, DCJS)

Avant la pandémie de COVID-19, New York a atteint des niveaux records de diminution de la violence armée grâce à son approche multidimensionnelle dans le cadre de programmes et de stratégies efficaces, notamment GIVE, les unités de stabilisation

communautaire, le programme SNUG Street Outreach, la collaboration et la coopération entre agences, l'analyse de la criminalité, ainsi que le partage de données et d'informations entre les agences de maintien de l'ordre locales, étatiques et fédérales. En 2019, l'État de New York a déclaré 304 homicides par arme à feu, soit le deuxième chiffre le plus bas au cours de la période de 10 ans allant de 2011 à 2020. Seule l'année 2017 en a compté moins : 296. Le nombre d'incidents par balle impliquant des blessures et le nombre de victimes de fusillade signalés par les 20 services de police qui participent au programme GIVE ont également diminué chaque année de 2016 à 2019, lorsque les deux ont atteint leur plus bas niveau en 10 ans. Le nombre de crimes indexés signalés a également diminué chaque année pendant sept ans, atteignant son plus bas niveau historique en 2019. New York était l'état le plus sûr parmi les 10 plus grands états de la nation.

La violence par arme à feu a fait un bond dans tout le pays en 2020 et 2021, lorsque New York et d'autres États ont été confrontés à une pandémie qui a eu un impact sur tous les aspects de la vie et a considérablement perturbé la justice pénale et les systèmes judiciaires, et ont connu des troubles sociaux sans précédent depuis une génération. L'année dernière, les crimes signalés ont également augmenté dans tout le pays et dans l'État de New York. Pour remédier à cette érosion de la sécurité publique, la gouverneure Hochul a obtenu 227 millions de dollars pour des initiatives de sécurité publique en 2022, et l'État a constaté des progrès grâce à cet investissement. Plus de 10 000 armes illégales ont été retirées des rues et les résultats préliminaires montrent que les fusillades ont diminué de 16 % dans les communautés qui participent au programme GIVE, et que les meurtres ont diminué de 10 % dans tout l'État. Par rapport à la période pré-pandémique de 2017 à 2019, les crimes violents dans la ville de New York ont augmenté de 32 %, tandis que les communautés en dehors des cinq arrondissements ont connu une légère augmentation de 4 % des crimes violents.

Le financement de GIVE doublera pour atteindre 36 millions de dollars, ce qui permettra d'étendre l'utilisation de stratégies fondées sur des données probantes - surveillance policière des zones sensibles, dissuasion ciblée, prévention de la criminalité par l'aménagement de l'environnement et sensibilisation dans la rue - et entraînera l'embauche de plus de 150 policiers et procureurs qui se consacreront exclusivement à la lutte contre la violence armée au sein de leur communauté. Cette initiative soutient 20 services de police dans 17 comtés qui représentent plus de 80 % des crimes violents commis dans l'État de New York en dehors de la ville de New York : Albany, Broome, Chautauqua, Dutchess, Erie, Monroe, Nassau, Niagara, Oneida, Onondaga, Orange, Rensselaer, Rockland, Schenectady, Suffolk, Ulster and Westchester. Les bureaux des procureurs, les services de probation, les bureaux des shérifs et d'autres partenaires de ces comtés reçoivent également des fonds dans le cadre de cette initiative.

Le financement de l'aide aux procédures a plus que triplé pour atteindre 40 millions de dollars, qui seront utilisés pour engager des procureurs supplémentaires dans les 62 bureaux des procureurs de district de l'État. L'État maintiendra également 40 millions de dollars de financement en matière de divulgation pour les 57 comtés en dehors de la

ville de New York, avec leur mise en œuvre de la loi sur la divulgation et les changements apportés aux lois sur la mise en liberté sous caution de l'État, qui ont tous deux pris effet le 1er janvier 2020. À ce jour, l'État a attribué 80 millions de dollars aux comtés, qui ont utilisé ces fonds pour la formation, le personnel, les heures supplémentaires, le soutien administratif, les équipements, les logiciels et la connectivité des données. Les comtés étaient tenus de soumettre au DCJS des plans qui donnaient la priorité aux demandes destinées aux bureaux des procureurs de district, aux services de police locaux et aux bureaux des shérifs, mais le financement pouvait également soutenir les services d'instruction et la supervision accrue des cas résultant de la réforme de la liberté sous caution, les organisations à but non lucratif et les laboratoires médico-légaux.

Le DCJS va également étendre à la ville de New York son réseau de centres d'analyse criminelle, un modèle national et l'épine dorsale des efforts déployés par les États et les collectivités locales pour dissuader, enquêter et résoudre les crimes. Ce nouveau centre viendrait s'ajouter aux 10 autres situés dans les comtés d'Albany, de Broome, d'Erie, de Franklin Monroe, de Niagara, d'Oneida, d'Onondaga, d'Orange et de Suffolk, qui servent plus de 350 organismes chargés de l'application de la loi dans près de 43 comtés et traitent plus de 60 000 demandes chaque année.

Soutenus par le DCJS en partenariat avec les services de police locaux, les centres ont aidé les autorités locales à résoudre des meurtres, des fusillades, des vols, des crimes haineux et des cambriolages en série, ainsi que des crimes commis par des groupes criminels organisés nationaux et régionaux. Le centre de la ville de New York développera et favorisera les partenariats en matière d'analyse de la criminalité et de renseignements avec les partenaires des cinq arrondissements, y compris le service de police de la ville de New York, afin de garantir le partage des données et des informations à l'échelle de l'État. Le nouveau centre s'intégrera également à la capacité d'analyse criminelle régionale existante située dans la zone de trafic de drogue à haute intensité (High Intensity Drug Trafficking Area, HIDTA) de New York-New Jersey, qui se concentre sur la perturbation du commerce illégal de narcotiques et du cycle de la violence armée.

La gouverneure Hochul proposera également un financement supplémentaire pour lutter contre le trafic de fentanyl dans l'État. Des analystes criminels supplémentaires axés sur la distribution du fentanyl et les décès qui y sont liés seront déployés dans les HIDTA, et l'État établira une subvention d'innovation anti-fentanyl pour les procureurs, leur permettant de cibler les chaînes d'approvisionnement et de poursuivre les affaires impliquant des décès par overdose, parmi d'autres propositions.

En outre, le financement sera triplé pour 20 groupes de travail de réinsertion du comté qui fournissent des services spécialisés de gestion de cas, de coordination des soins et de stabilisation, en partenariat avec les agences gouvernementales locales et les organisations communautaires. Le DCJS administrera 12 millions de dollars, ce qui permettra à ces groupes de travail de servir 7 500 personnes par an, soit une augmentation de 5 000 personnes. En plus de contribuer à répondre aux besoins en

matière de comportement, de santé, d'emploi et d'éducation, cet investissement permettra également d'étendre les services de stabilisation pour les personnes confrontées à une crise, de compenser les coûts du logement initial et du transport, de fournir des allocations et des incitations à la formation de la main-d'œuvre et à l'emploi, et de soutenir les partenaires communautaires qui fournissent des services essentiels aux personnes qui retournent dans leur communauté.

Les programmes de substitution à l'incarcération permettent de mettre les gens en contact avec des traitements et des services, de réduire le recours à l'incarcération, d'économiser l'argent des contribuables et d'améliorer la sécurité publique en réduisant la récidive. Doubler le financement à 30 millions de dollars pour ces programmes garantira un accès et une disponibilité accrus de ces programmes, qui se sont avérés efficaces et offrent un retour sur investissement important : 4 dollars pour chaque dollar dépensé. New York va étendre ces services, créer le meilleur réseau de programmes communautaires du pays et réduire les nouvelles arrestations de personnes en attente de jugement.

Dans le même temps, l'État maintiendra son investissement dans les services préventifs pour tous les comtés en dehors de la ville de New York. Ce financement soutiendra un continuum de services de préparation au procès, y compris le screening et les évaluations, la supervision, un système centralisé de gestion des cas, et un partage d'informations dédié avec le système judiciaire. Les services de probation et les prestataires communautaires recevront ce financement essentiel pour étendre et améliorer les services qui renforcent la sécurité publique et renvoient davantage de personnes devant les tribunaux.

Département des services correctionnels et de la surveillance communautaire (Department of Corrections and Community Supervision, DOCCS)

Le Département des services correctionnels et de la supervision communautaire va étendre le programme de supervision contre la violence (SAVE) de Rochester à Albany, Buffalo et Syracuse. Les personnes en liberté conditionnelle qui sont identifiées au plus haut niveau de risque de récidive seront placées sous surveillance électronique et sous surveillance renforcée.

Le DOCCS recevra également des fonds supplémentaires pour fournir un agent de libération conditionnelle principal à temps plein pour servir de coordonnateur de données pour chacune des juridictions GIVE afin de faciliter la collecte et le partage de renseignements au niveau local ; et intégrer un enquêteur principal à temps plein au sein du Bureau des enquêtes spéciales (Office of Special Investigations, OSI) du DOCCS dans chacune des juridictions du groupe de travail sur la violence armée de la police d'État pour assister et recueillir des informations inter-juridictionnelles.

Stabiliser les services d'incendie dans tout l'État pour améliorer les interventions d'urgence

Les services de pompiers volontaires desservent environ 9 millions de New-Yorkais, soit près de la moitié de la population de l'État. Ces dernières années, cependant, plus des trois quarts de ces départements ont signalé une diminution du nombre de

personnes prêtes à se porter volontaires et à servir. Dans le même temps, les appels de service ont augmenté de 29 % entre 1997 et 2020. Ces deux facteurs ont entraîné une augmentation significative des appels à l'aide mutuelle, dans lesquels un service répondant à l'appel doit demander l'aide d'un service voisin. Dans l'État de New York, les appels à l'aide mutuelle ont augmenté de 151 % entre 2000 et 2020, alors que l'augmentation nationale n'est que de 61 %. Cette situation a entraîné une pression importante sur les ressources et le personnel des services d'incendie volontaires et professionnels. Pour stimuler le recrutement et la fidélisation, la gouverneure Hochul proposera une loi permettant aux communautés de verser une modeste indemnité aux pompiers volontaires éligibles, et créera également un fonds d'État pour couvrir une partie des coûts associés à la formation de base des pompiers. Le fonds permettra également de compenser une partie des salaires que les volontaires perdent lorsqu'ils s'absentent de leur travail parce qu'ils sont formés pour servir leur communauté.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418